



## APPEL D'OFFRES

# DENREES ALIMENTAIRES ET MATIERES PREMIERES

---

## Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP AO 2026-2029

---

### Pouvoir Adjudicateur :

EHPAD « Sœur Julie »  
1 ruelle du Jard  
54830 - GERBEVILLER  
Tél: 03.83.72.38.69

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>FORME DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>DUREE DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>TEXTES OFFICIELS</b>	<b>5</b>
<b>6</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>5</b>
<b>7</b>	<b>PARTIES CONTRACTANTES</b>	<b>6</b>
7.1	REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	6
7.2	TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC	6
7.3	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	6
7.4	JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE	6
<b>8</b>	<b>OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	<b>6</b>
8.1	MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE	6
8.2	DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE	7
8.3	MONNAIE DE COMPTE	7
8.4	CONFORMITE DES PRESTATIONS	7
8.5	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	7
8.6	CONTINUITE D'EXECUTION	7
8.7	SUIVI D'EXECUTION	8
<b>9</b>	<b>TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL</b>	<b>8</b>
9.1	FINALITÉS	8
9.2	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES	9
9.3	DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES	9
9.4	TRANSFERTS DE DONNÉES	9
9.5	SÉCURISATION DES DONNÉES	9
9.6	CONSERVATION DES DONNÉES	9
<b>10</b>	<b>MODIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION</b>	<b>9</b>
10.1	A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	9
10.2	A L'INITIATIVE DU TITULAIRE	10
<b>11</b>	<b>DÉTERMINATION DES PRIX</b>	<b>10</b>
11.1	CONTENU DES PRIX	10
11.2	FORME DES PRIX	10
11.3	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	10
11.4	REVISION DES PRIX	10
<b>12</b>	<b>MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT</b>	<b>11</b>
12.1	FACTURATION	11
12.2	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	12
12.3	CESSION DE CREANCE	12
12.4	DELAI DE PAIEMENT	12
<b>13</b>	<b>PASSATION DES COMMANDES</b>	<b>13</b>
<b>14</b>	<b>EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>13</b>
<b>15</b>	<b>GARANTIE</b>	<b>14</b>
<b>16</b>	<b>RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES</b>	<b>14</b>
16.1	RESPONSABILITÉ	14
16.2	ASSURANCES	14
<b>17</b>	<b>CLAUDE DE REPRISE</b>	<b>14</b>
<b>18</b>	<b>CLAUDE DE REEXAMEN</b>	<b>14</b>
18.1	AJOUT – MODIFICATION PRESTATIONS	14
18.2	CIRCONSTANCES IMPREVUES	15
<b>19</b>	<b>VERIFICATION DES PRESTATIONS</b>	<b>15</b>
19.1	VERIFICATIONS SIMPLES	15
19.2	VERIFICATIONS APPROFONDIES	15
<b>20</b>	<b>ADMISSION DES FOURNITURES</b>	<b>16</b>
<b>21</b>	<b>PENALITES DE RETARD</b>	<b>16</b>
21.1	DEFINITION DU RETARD	16
21.2	CALCUL DES PENALITES	16
<b>22</b>	<b>CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT</b>	<b>17</b>
22.1	ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL DU TITULAIRE	17
22.2	CONTROLE ET VERIFICATION	17
22.3	PENALITES EN CAS DE MANQUEMENT	17
<b>23</b>	<b>CAS DE RÉSILIATION</b>	<b>18</b>

23.1	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE (ARTICLE 41).....	18
23.2	RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE (ARTICLE 39).....	18
24	<b>EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>	<b>18</b>
25	<b>LISTE RÉCAPITULATIVE DES DÉROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>18</b>

## 1 OBJET DU MARCHÉ

---

La présente consultation porte sur la gestion de l'approvisionnement et la fourniture de denrées alimentaires et matières premières (sauf boissons et pain) destinées à la préparation des repas confectionnés par la cuisine de l'EHPAD.

Le fournisseur propose des menus hebdomadaires conformément au plan alimentaire, assure la livraison des denrées alimentaires et matières premières nécessaires à l'élaboration de ces repas par la maison de retraite et assure la gestion des stocks de ces produits sur le site, selon les modalités définies au CCTP.

Il s'agit d'un lot unique avec une prestation supplémentaire éventuelle obligatoire pour les analyses alimentaires et le contrôle de surface.

**Les produits livrés sont conformes aux critères prévus au CCTP, dans le respect de la loi EGALIN, selon le choix final du Pouvoir Adjudicateur : offre de base ou variante.**

### ▣ LIEU DE LIVRAISON / EXÉCUTION :

- ▣ EHPAD « Sœur Julie » - 1 ruelle du Jard – 54830 GERBEVILLER

### ▣ NOMENCLATURE CPV :

55000000 : services d'hôtellerie, de restauration et de commerce au détail  
15800000-6 : produits alimentaires divers  
15500000-3 : produits laitiers  
15300000-1 : fruits, légumes et produits connexes  
15110000-2 : viande

### ▣ PSEO

Les candidats auront indiqué dans leur offre financière, les prix unitaires incluant les prestations supplémentaires suivantes :

- \* Analyses alimentaires : 1 fois par mois sur 2 produits
- \* contrôle des surfaces : 1 fois par mois sur 1 surface

Le pouvoir adjudicateur choisira souverainement de retenir ou non cette prestation supplémentaire proposée, dans sa décision d'attribution de l'accord-cadre.

## 2 FORME DU MARCHÉ PUBLIC

---

Le contrat est établi sous forme d'un accord-cadre sans minimum en valeur ou en quantité, et pour un montant maximum de 900 000 € HT pour la durée totale du marché, en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5 et R. 2162-6 du code de la commande publique.

Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

Le montant maximum de l'accord-cadre correspond à un maximum de dépenses. Il est à noter que le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation s'il n'est pas atteint.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de garantir dès le départ un minimum de dépenses à l'opérateur retenu et peut ainsi effectuer des achats à caractère répétitif dans la limite du montant ci-dessus indiqué. Les quantités estimatives indiquées dans le bordereau de prix unitaires « DF\_BPU » correspondent aux besoins annuels prévisionnels connus à ce jour et ne sont pas contractuelles.

### 3 DUREE DU MARCHÉ

---

Le marché établi à l'issue de la consultation sera exécutoire à compter du 01/01/2026 ou de la date de sa notification si elle intervient ultérieurement jusqu'au 31/12/2027 et reconductible tacitement 2 fois 12 mois jusqu'au 31/12/2029.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

### 4 PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ PUBLIC

---

La présente consultation prend la forme d'un appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-3 du code de la commande publique.

### 5 TEXTES OFFICIELS

---

Les documents généraux applicables au présent marché public sont :

- Le code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.) – Arrêté du 30 mars 2021

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs.

Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>

### 6 DOCUMENTS CONTRACTUELS

---

Les pièces constitutives du marché public sont les suivantes, par ordre de priorité en cas de contradiction entre elles :

- l'Acte d'Engagement et son annexe financière, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP AO 2026-2029) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP AO 2026-2029) et ses annexes
- le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)\* ;
- l'offre technique du titulaire.

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

L'original de chacun de ces documents est conservé dans les archives du GHEMM

Les mentions qui pourraient apparaître sur des documents présents dans l'offre du candidat (devis, offre commerciales, CGV ...) et qui seraient contradictoires avec les documents du DCE seront considérées comme nulles.

## 7 PARTIES CONTRACTANTES

---

### 7.1 REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR

Le représentant légal de la personne publique "GHEMM" est le représentant du pouvoir adjudicateur. Il s'agit de Monsieur le Directeur du GHEMM, qui est par conséquent habilité à effectuer les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par le code de la commande publique. Il peut déléguer sa compétence.

### 7.2 TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

Le titulaire du marché public est le fournisseur ou prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Le domicile du titulaire du marché public est indiqué à l'acte d'engagement

### 7.3 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

### 7.4 JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

La juridiction compétente en cas de litige, après tentative amiable entre les parties, est le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54035 NANCY Cedex.

## 8 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

Le titulaire a l'obligation de répondre à toute demande effectuée par bons de commande du bénéficiaire.

### 8.1 MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier au bénéficiaire dans les plus brefs délais les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## 8.2 DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou mode d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 8.3 MONNAIE DE COMPTE

La monnaie de compte du présent accord-cadre est l'Euro.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## 8.4 CONFORMITE DES PRESTATIONS

Les indications portées sur les bons de commande s'imposent au titulaire. Toute prestation non conforme au bon de commande et aux cahiers des clauses particulières sera systématiquement refusée, sauf accord préalable du représentant de l'établissement ayant autorité. La livraison devra respecter les conditions de stockages inhérents aux produits (sécurité, chaleur, humidité...)

Les fournitures et prestations seront conformes aux spécifications techniques décrites dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soient de qualité similaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-conformité qualitative, la responsabilité du fournisseur sera alors engagée. Il sera mis en demeure, par tous moyens appropriés :

- de remplacer à ses frais la fourniture non conforme dans les délais les plus brefs ;
- de supporter les éventuels frais de réparations, mise à disposition d'un matériel de remplacement – voire remplacement du matériel, consécutifs à un dommage ou à la non-conformité du produit occasionnerait une détérioration directement imputable dans les conditions de fonctionnement normal de l'appareil.

Les pénalités de non-conformité seront appliquées, telles que prévues au présent CCAP.

## 8.5 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

## 8.6 CONTINUITE D'EXECUTION

Le titulaire est tenu d'assurer une continuité de service pour l'exécution des prestations prévues par le marché, dans les conditions fixées par le CCTP. Il en répond par la mise en oeuvre de moyens humains et matériels et d'une organisation adéquats.

En cas de refus par le titulaire d'exécuter un bon de commande émis dans les conditions et dans le délai de prévenance prévues par le marché, et sauf cas de force majeure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier à un tiers la charge de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Les sommes dues à ce titre, telles que prévues au présent CCAP, seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Sont considérés comme cas de force majeure, les événements extérieurs non prévisibles, mettant l'opérateur dans l'impossibilité de remplir ses engagements (ex : catastrophe naturelle, émeutes, ...). Le fait de grève du personnel du titulaire ne pourra être considéré comme cas de force majeure.

Au cas où la prestation devrait être modifiée pour l'un de ces cas, les deux parties se concerteraient pour convenir des mesures à prendre. Les mesures nécessaires ne pourraient être prises qu'après agrément écrit.

## 8.7 SUIVI D'EXECUTION

Le titulaire doit mettre en œuvre toutes les mesures sanitaires réglementaires jusqu'à la mise à disposition des denrées livrées.

Il doit avoir une traçabilité rigoureuse des produits fournis dans l'exécution de la prestation.

Un bilan « allergènes » devra être transmis par le prestataire avec les menus de chaque semaine.

Le titulaire s'engage sur demande de la collectivité à organiser la visite de son site de production. Cette visite pourra avoir lieu avant ou pendant l'exécution du présent marché.

## 9 TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

---

L'établissement bénéficiaire du marché, l'EHPAD Sœur Julie, s'engage à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel de l'établissement bénéficiaire dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

### 9.1 FINALITÉS

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché.

- Respecter les obligations légales applicables à l'établissement bénéficiaire et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

L'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.



## 9.2 CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES

L'établissement bénéficiaire traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

## 9.3 DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : [dpo@chru-nancy.fr](mailto:dpo@chru-nancy.fr)

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

## 9.4 TRANSFERTS DE DONNÉES

L'établissement bénéficiaire est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, l'établissement bénéficiaire exige de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

## 9.5 SÉCURISATION DES DONNÉES

L'établissement bénéficiaire prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

## 9.6 CONSERVATION DES DONNÉES

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, l'établissement bénéficiaire s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

# 10 MODIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

---

## 10.1 A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Tous les produits et prestations proposés devront être conformes aux réglementations en vigueur, notamment à celles concernant la sécurité des personnels. Ils devront pouvoir s'adapter facilement, sans coût supplémentaire, à toute modification des règlements à venir.

Les conditions d'exécution du marché pourront ainsi être modifiées par voie d'avenant pour acter l'évolution de la réglementation en vigueur.

## 10.2 A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Toute opération de substitution doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur afin d'éviter une remise en cause du marché.

Le titulaire pourra proposer de fournir de nouveaux produits de qualité équivalente ou supérieure sans changement tarifaire après accord de l'établissement dans les cas suivants :

- Arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la durée d'exécution du marché
- Problème temporaire d'approvisionnement pendant la durée du marché

## 11 DÉTERMINATION DES PRIX

---

### 11.1 CONTENU DES PRIX

Les prix de règlement sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution de l'accord-cadre telle que décrite aux CCAP et CCTP : frais afférents notamment au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des frais de port ou d'emballage ou des minimas de commande, que ce soit en quantité ou en valeur.

### 11.2 FORME DES PRIX

Le marché public est conclu à prix unitaires HT appliqués aux quantités réellement livrées, comme précisés au BPU.

Le prix du repas sénior sera unique quel que soit le menu (normal, diabétique, hyperprotéiné, sans résidus, à mixer, hypocalorique, sans sel ...)

### 11.3 APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

### 11.4 REVISION DES PRIX

Les prix du présent marché sont révisables semestriellement à la date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [ a + b \times (I_1 / I_0) ]$$

où :

- P est le prix révisé,
- $P_0$  est le prix initial,
- a est la part fixe (non révisable), fixée à 0,2,
- b est la part révisable, fixée à 0,8,
- $I_1$  est la valeur de l'indice INSEE ou FranceAgriMer à la date de révision,
- $I_0$  est la valeur de ce même indice à la date de notification du marché.

Les indices utilisés sont pondérés comme suit :

- Produits frais et 4e gamme (40 %) : Mercuriales FranceAgriMer RNM,
- Produits surgelés (26 %) : Indice INSEE 'Produits alimentaires – ensemble',
- Produits en conserves et 5e gamme (26 %) : même indice INSEE,

- Épicerie sèche (8 %) : même indice INSEE.

La variation du prix révisé ne pourra excéder +10 % par période de révision, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées et validées par avenant..

## 12 MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

---

### 12.1 FACTURATION

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## 12.2 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Ils seront opérés par mandat administratif au compte courant du titulaire précisé sur l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire chargé des paiements est le trésorier de l'établissement indiqué sur l'acte d'engagement.

## 12.3 CESSION DE CREANCE

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance (NOTI6) par l'EHPAD en autant d'exemplaire original que de comptable assignataire.

Le titulaire transmet les certificats de cession à la société d'affacturage qui les remettra à chacun des comptables des établissements bénéficiaires accompagnés d'un RIB.

## 12.4 DELAI DE PAIEMENT

L'article R. 2192-11 du code de la commande publique fixe le délai de paiement à 50 jours pour les établissements publics de santé.

Ce délai global de paiement court :

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- d'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

## 13 PASSATION DES COMMANDES

---

Chaque semaine, le prestataire soumettra un projet de menu à S+2 (2 semaines à l'avance) conformément aux dispositions du CCTP et de ses annexes, en respectant les fréquences recommandées de service des plats adaptés pour les personnes âgées en métropole, les enfants et les nourrissons (Annexes 3A, 3B, 3C du CCTP).

Après validation du projet de menu par l'établissement, le prestataire transmettra les menus définitifs dactylographiés afin de permettre un affichage.

L'EHPAD s'engage à communiquer le nombre de repas prévus pour chaque prestation journalière au moins 8 jours avant la première date de consommation de la semaine considérée. Une possibilité d'affinage des prévisions est toutefois autorisée jusqu'à 72 heures avant la livraison des denrées.

## 14 EXECUTION DES PRESTATIONS

---

### Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

### Livraison :

#### **Les livraisons auront lieu deux fois par semaine, les mardis et jeudis entre 7h00 et 11h00**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Les livraisons présentées en dehors des heures d'ouvertures précisées sur les bons de commandes seront considérées comme non réceptionnées.

## 15 GARANTIE

---

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

## 16 RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

---

### 16.1 RESPONSABILITÉ

La société assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable de tous les dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant aux établissements membres du groupement, ou à des tiers.

### 16.2 ASSURANCES

La société doit avoir souscrit à un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux ou prestations, objet du marché.

Elle doit produire, à toute demande de l'EHPAD, une attestation en vigueur de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## 17 CLAUSE DE REPRISE

---

Les frais afférents à une reprise de stock à la demande de l'établissement sont à la charge de celui-ci.

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, à un événement lié à la surveillance sanitaire, à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du marché pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

## 18 CLAUSE DE REEXAMEN

---

### 18.1 AJOUT – MODIFICATION PRESTATIONS

En cas de nécessité, le présent marché pourra être modifié ou complété, sur demande de l'EHPAD, par application de l'article R.2194-2 du Code de la commande publique.

L'établissement se réserve le droit d'acquiescer auprès du titulaire des prestations de service nouvelles en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

## 18.2 CIRCONSTANCES IMPREVUES

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché peut faire l'objet d'un réexamen en cas de survenance de circonstances imprévues affectant de manière significative les conditions économiques d'exécution.

À ce titre, les parties conviennent que le marché pourra être modifié, sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les cas suivants :

1. Flambée exceptionnelle des prix des matières premières agricoles ou alimentaires, constatée par une variation supérieure à 10 % sur une période de 3 mois consécutifs, selon les indices INSEE ou les mercuriales FranceAgriMer.
2. Rupture d'approvisionnement ou pénurie affectant une ou plusieurs catégories de produits, dûment justifiée par le titulaire.
3. Événements extérieurs majeurs (catastrophes naturelles, conflits géopolitiques, crises sanitaires) ayant un impact direct sur la chaîne logistique ou les coûts de production.

Dans ces cas, le titulaire pourra solliciter un réexamen des conditions financières ou techniques du marché, sur présentation de justificatifs détaillés. L'acheteur public disposera d'un délai de 30 jours pour instruire la demande et proposer, le cas échéant, un avenant au marché.

Les modifications apportées ne devront pas altérer la nature globale du marché ni dépasser 50 % du **montant initial**, sauf disposition contraire prévue par la réglementation en vigueur.

## 19 VERIFICATION DES PRESTATIONS

---

### 19.1 VERIFICATIONS SIMPLES

Ces opérations de vérification sont effectuées au moment de la livraison des fournitures, dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie à l'accord-cadre ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Plusieurs types de contrôles qualitatifs seront également effectués à la livraison des produits :

- État des emballages
- Caractères physiques (aspect général, couleur, calibres, catégories, classe, etc.)
- État de propreté des véhicules de livraison et des livreurs
- DDM.

En cas de non-conformité, le représentant de l'établissement notifie sa décision sur le champ : le titulaire devra :

- Reprendre l'excédent ou compléter la livraison dans les délais qu'il précisera ;
- Effectuer une nouvelle livraison de la fourniture jugée de mauvaise qualité.

### 19.2 VERIFICATIONS APPROFONDIES

Ces opérations de vérification qualitative sont effectuées suite à la livraison des fournitures, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications de l'accord-cadre et de la commande.

Le délai imparti à l'établissement pour y procéder et notifier sa décision est de 15 jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

## 20 ADMISSION DES FOURNITURES

---

Les commandes et livraisons devront être effectuées dans les conditions fixées au CCTP (art 3).

Les denrées alimentaires devront être livrées convenablement rangées et empilées de manière à ne pas écraser les produits sensibles, dans des emballages normalisés à usage alimentaire, sur des chariots adaptés ou autres, permettant un transport par véhicule réfrigéré et un entreposage en chambre froide.

Chaque livraison doit être accompagnée d'un bordereau de livraison comportant les mentions permettant d'en assurer le contrôle. Ce contrôle sera effectué sur la base de la législation en vigueur applicable aux produits alimentaires.

Des contrôles portant sur la qualité et la quantité des denrées entrant dans la composition des repas pourront être effectués à tout moment, tant par le responsable du marché que par son représentant.

Dans le cas où des denrées ou des ingrédients livrés ne seraient pas conformes aux clauses du marché, elles pourraient être refusées par l'établissement sans mise en demeure préalable. Le titulaire devra les remplacer sans délai.

En cas d'absence de livraison dans les délais impartis ou de non-conformité des marchandises, l'EHPAD se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

## 21 PENALITES DE RETARD

---

Le présent article définit les modalités d'application des pénalités en cas de retard dans les livraisons prévues au marché.

Les livraisons doivent impérativement être effectuées deux fois par semaine, les mardis et jeudis, entre 7h00 et 11h00, à l'adresse indiquée dans le bon de commande ou dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 21.1 Définition du retard

Est considéré comme retard toute livraison :

- effectuée en dehors des plages horaires prévues,
- non effectuée le jour prévu,
- ou incomplète (quantité ou qualité non conformes).

### 21.2 Calcul des pénalités

En cas de retard, et après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 20$$

Où :



- P = montant de la pénalité (€ HT),
- V = valeur HT de la livraison concernée,
- R = nombre de jours calendaires de retard (tout jour entamé compte pour un jour complet).

La pénalité est plafonnée à 10 % de la valeur HT du bon de commande concerné.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre la date de livraison prévue et la date de livraison réelle.

En aucun cas, les phénomènes naturels ne sont considérés comme cas de force majeure générateur d'indemnité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le montant est dû dès le premier euro.

## **22 Clauses environnementales et pénalités en cas de non-respect**

---

### **22.1. Engagement environnemental du titulaire**

Le titulaire s'engage à respecter les obligations environnementales définies dans le présent marché, ainsi que celles préconisées dans son offre, et notamment :

- La réduction des emballages non recyclables ou non réutilisables,
- La limitation des émissions de CO<sub>2</sub> liées aux livraisons (véhicules à faibles émissions recommandés),
- La gestion responsable des déchets (tri, collecte, traçabilité),
- La traçabilité des produits issus de filières durables ou locales,
- La lutte contre le gaspillage alimentaire.

Ces obligations sont réputées liées à l'objet du marché conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique.

### **22.2. Contrôle et vérification**

Les obligations environnementales doivent être vérifiables par des méthodes objectives et faire l'objet d'un contrôle effectif par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit fournir, sur demande, tout justificatif nécessaire à l'évaluation du respect de ces engagements.

### **22.3. Pénalités en cas de manquement**

En cas de non-respect constaté des obligations environnementales, et après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire par manquement, conformément à l'article 16.2 du CCAG-FCS. Avant toute application de pénalité, le titulaire sera invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la notification du constat de manquement.

Montant de la pénalité :

Une pénalité de 150 € HT par manquement constaté pourra être appliquée, dans la limite de 5 % du montant HT du bon de commande concerné.

Le montant total des pénalités environnementales ne peut excéder 10 % du montant total HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

## 23 CAS DE RÉSILIATION

---

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

### 23.1 Résiliation pour faute du titulaire (Article 41)

L'acheteur peut résilier le marché si le titulaire :

- Ne respecte pas les délais contractuels,
- Contrevient aux obligations légales (travail, environnement, sécurité),
- Fait obstacle aux contrôles,
- Sous-traite en violation des règles,
- Commet des actes frauduleux ou ne respecte pas la confidentialité,
- Est dans l'incapacité d'exécuter ses engagements.

Une mise en demeure préalable est requise, sauf dans certains cas graves (fraude, interdiction d'exercer, etc.).

### 23.2 Résiliation pour événements extérieurs au marché (Article 39)

La résiliation peut être prononcée en cas :

- De décès ou incapacité civile du titulaire,
- De liquidation ou redressement judiciaire sans reprise des obligations,
- D'incapacité physique durable compromettant l'exécution du marché.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

## 24 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

---

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 25 LISTE RÉCAPITULATIVE DES DÉROGATIONS AU CCAG

---

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

- l'article 21 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS (pénalités)